MINISTERE DE L'AGRICULTURE

EXPROPRIATION

Décret N° 75-876 du 6 décembre 1975, portant expropriation pour cause d'utilité publique de deux immeubles nécessaires à la déviation de l'Oued de Gabès dans le gouvernorat de Gabès.

Nous, Habib Bourguiba, Président de la République Tunisienne;

Vu le décret du 9 mars 1939, portant refonte de la législation sur

l'expropriation pour cause d'utilité publique, ensemble les textes qui l'ont modifié ou complété;

Vu l'avis du Ministre de l'Agriculture;

Décrétons :

Article Premier. — Sont expropriés pour cause d'utilité publique et classés dans le domaine public de l'Etat deux immeubles nécessaires à la déviation de l'Oued de Gabès (Secteur I et II) entourés d'un liseré rouge sur les plans ci-joints et indiqués au tableau ci-après :

SUPERFICIE à exproprier	SITUATION de la parcelle	NUMERO du titre foncier	NATURE des parcelles	NOMS DES PROPRIETAIRES
37 ha. 01 a. 22 ca	Secteur I	Immatriculé sous le n° 57722/336 Sfax S 2	Terre nue	Taieb Ben Nafti Ben Lahbib Ben M'Hamed Ouanène et ses frères : Selli, Abdallah, Mouldi, Abdelkader, Abdellaziz, - leur mère Zina Bent Ali Ben Mohamed Dey veuve de feu Nafti Ben Lahbib Ben M'Hamed Ouanène.
0 ha. 05 ca. 40 ca.	Secteur II	non immatriculé	Terre nue	Abderrahmane Lakrach et son frère Hédi.

ART. 2. — Sont également expropriés tous les droits mobiliers ou immobiliers qui grèvent ou pourraient grever les dits immeubles.

ART. 3. — Cette expropriation est déclarée urgente.

ART. 4. — Le Ministre de l'Agriculture est chargé de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Fait à Tunis, le 6 décembre 1975

P. le Président de la République Tunisienne
et par délégation

Le Premier Ministre

HÉDI NOUIRA

DELEGATION DE SIGNATURE

Arrêté du Ministre de l'Agriculture du 6 décembre 1975, portant délégation de signature.

Le Ministre de l'Agriculture,

Vu le décret N° 74-960 du 5 novembre 1974, portant nomination des Membres du Gouvernement;

Vu le décret N° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les Ministres et Secrétaires d'Etat à déléguer leur signature et notamment son article premier;

ARRETE :

Article Premier. — Conformément au paragraphe deux de l'article premier du décret susvisé n° 75-384 du 17 juin 1975, Monsieur Laroussi Gmach ingénieur principal, Sous-Directeur par intérim chargé de la division approvisionnement des bâtiments et transports est habilité à signer par délégation du Ministre de l'Agriculture tous les actes entrant dans le cadre de ses attributions, à l'exclusion des textes à caractère réglementaire.

ART. 2. — Monsieur Laroussi Gmach, est autorisé à sous-déléguer sa signature à des fonctionnaires des catégories A et B placés sous son autorité, et dans les conditions fixées à l'article deux du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1975 à l'effet de signer.

a) Les cartes - bons de carburants.

b) Les certificats de service fait et de prise en charge des pièces de dépenses.

ART. 3. — Le présent arrêté sera publié au Journal Officiel de la République Tunisienne.

Tunis, le 6 décembre 1975

Le Ministre de l'Agriculture

HASSEN BELKHODJA

Vu :

Le Premier Ministre

HÉDI NOUIRA

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

DELEGATION DE SIGNATURE

Arrêté du Ministre de l'Education Nationale du 6 décembre 1975, portant délégation de signature.

Le Ministre de l'Education Nationale,

Vu le décret N° 72-303 du 29 septembre 1972, portant organisation de l'administration centrale du Ministère de l'Education Nationale;

Vu le décret N° 75-384 du 17 juin 1975, autorisant les Ministres et Secrétaires d'Etat à déléguer leur signature et notamment son article premier;

Arrête :

Article Premier. — Conformément aux dispositions de l'alinéa 2 de l'article 1er du décret sus-visé n° 75-384 du

17 juin 1975 délégation est donnée à Monsieur Moncef Jaafar chargé de l'intérim des fonctions de Sous-Directeur du budget à l'effet de signer :

— Les propositions d'engagement de dépenses;

— Les bons de commande;

— Les ordonnances de paiement ou virement, les bons de caisse et les bordereaux d'émission.

— Les pièces justificatives des dépenses.

ART. 2. — Conformément aux dispositions de l'article 2 du décret sus-visé n° 75-384 du 17 juin 1974, Monsieur Moncef Jaafar est autorisé à sous-déléguer sa signature à